

REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE CAMBES EN PLAINE
DU 10 MARS 2010

L'an deux mil dix, le dix mars, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Mickaël BERTRAND, Maire.

PRESENTS : Daniel ANTONIOLLI, Jean-Paul AUVRAY, Mickaël BERTRAND, Virginie CHABBERT, Daniel COUTABLE, Daniel DIGUET, Jean-Pierre DUBAS, Françoise FLECHE, Eric GOBERT, Bernard GUERANDEL, Elizabeth HOLLER, Joël SUZANNE et Laurence VAN DOORNE.

ABSENTS EXCUSES : Alain BERTANI, Laurence FOLLAIN.

POUVOIRS : Alain BERTANI donne pouvoir à Laurence VANDOORNE, Laurence FOLLAIN donne pouvoir à Françoise FLECHE.

Elizabeth HOLLER est nommée secrétaire de séance.

1- Approbation du Compte Administratif et du Compte de gestion 2009

Sous la présidence de M. SUZANNE adjoint chargé de la préparation des documents budgétaires, le Conseil Municipal examine le compte administratif communal 2009 qui s'établit ainsi :

Fonctionnement

Dépenses 801 476.33 €
Recettes 1 045 538.62 €
Excédent de clôture : 244 062.29 €

Investissement

Dépenses 957 769.93 €
Recettes 1 232 318.48 €
Excédent de clôture : 274 548.55 €

| | Résultat de clôture exercice 2008 | Part affectée à l'investissement exercice 2009 | Résultat de l'exercice 2009 | Résultat de clôture de l'exercice 2009 |
|----------------|-----------------------------------|--|-----------------------------|--|
| Investissement | 147 157.06 € | 0.00 € | 274 548.55 € | 421 705.61 € |
| Fonctionnement | 470 978.95 € | 151 836.48 € | 244 062.29 € | 563 204.76 € |
| Total | 618 136.01 € | 151 836.48 € | 518 610.84 € | 984 910.37 € |

Après en avoir délibéré, hors de la présence de M. BERTRAND, Maire, le Conseil Municipal décide à **l'unanimité**,

- d'approuver le compte administratif 2009 et le compte de gestion 2009
- d'affecter les résultats de la manière suivante :

Affectation BP 2010 Investissement : Article 001 : 421 705.61 euros / Article 1068 : 190 568.81 euros
Affectation BP 2010 Fonctionnement : Article 002 : 372 635.95 euros

2- Taux de la Taxe d'Habitation et des Taxes Foncières 2010

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal décide à l'unanimité de fixer pour 2010 les taux de taxes suivants :

Taxe d'habitation : 18,42

Taxe foncière (bâti) : 40,72

Taxe foncière (non bâti) : 46,93

3- Vote du Budget Primitif 2010

Le budget primitif 2010 est voté par chapitre en fonctionnement et en investissement.

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal approuve à l'unanimité tous les chapitres de fonctionnement et d'investissement, en dépenses et en recettes, présentés ci-après :

| FONCTIONNEMENT | | | |
|---------------------------------------|-----------------------|--|-----------------------|
| DEPENSES | | RECETTES | |
| Libellé | Montant | Libellé | Montant |
| 011 Charges à caractère général | 686 200 € | 70 Produits des services | 70 000 € |
| 012 Charges de personnel | 429 850 € | 73 Impôts et taxes | 486 532.86 € |
| 014 Atténuation de produits | 9 298.03 € | 74 Dotations et participations | 354 628 € |
| 65 Autres charges de gestion courante | 154 200 € | 75 Autres produits de gestion courant | 26 000 € |
| 66 Charges financières | 28 248.78 € | 013 Atténuation de charges | 8 000 € |
| 67 Charges exceptionnelles | 0 € | 002 Résultat de fonctionnement reporté | 372 635.95 € |
| 022 Dépenses imprévues | 10 000 € | | |
| TOTAL | 1 317 796.81 € | TOTAL | 1 317 796.81 € |

| INVESTISSEMENT | | | |
|--|-----------------------|--|-----------------------|
| DEPENSES | | RECETTES | |
| Libellé | Montant | Libellé | Montant |
| 16 Emprunts | 52 529.75 € | 10222 FCTVA | |
| 2031 Frais d'études | 15 200 € | | - 7 000 € |
| 2033 Frais d'insertion | 7 000 € | 10223 TLE | 13 207.53 € |
| 2111 Terrains nus | 4 500 € | | |
| 2128 Agencements et aménagement | 15 000 € | 1068 Excédent de fonctionnem ent | 190 568.81 € |
| 2135 Installations générales | 30 000 € | 1321 Etat & Etablissem ents nationaux | 1 876.36 € |
| 2152 Installations de voirie | 80 000 € | | |
| 2158 Autres matériels & outillage | 8 600 € | 1328 Autres | |
| 2181 Installations générales | 10 000 € | | |
| 2182 Matériel de transport | 5 000 € | 001 Résultat reporté | 421 705.61 € |
| 2183 Matériel de bureau & informatique | 15 000 € | | |
| 2184 Mobilier | 6 000 € | | |
| 2188 Autres immo corporelles | 18 600 € | | |
| TOTAL | 267 429.75 € | TOTAL | 620 358.31 € |
| 041 Opérations afférentes à la ligne de trésorerie | 757 896 € | 041 Opérations afférentes à la ligne de trésorerie | 757 896 € |
| TOTAL Général | 1 025 325.75 € | TOTAL Général | 1 378 254.31 € |
| RAR | 374 928.56 € | RAR | 22 000 € |
| TOTAL GENERAL + RAR | 1 400 254.31 € | TOTAL GENERAL + RAR | 1 400 254.31 € |

4- Indemnité au Receveur Municipal

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

Vu le décret 82-279 du 19 novembre 1982 précisant les conditions d'octroi des indemnités par les collectivités territoriales et leurs établissements publics,

Vu l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983, publié au Journal Officiel du 17 décembre 1983 fixant les conditions d'attribution de l'indemnité de conseil aux receveurs des communes,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, **à l'unanimité**,

DECIDE de demander le concours du Receveur Municipal pour assurer des prestations de conseil et d'assistance en matière budgétaire, économique, financière et comptable définies dans l'article I de l'arrêté du 16 décembre 1983. Le Conseil Municipal prend acte de l'acceptation du receveur et décide en conséquence de lui accorder l'indemnité au taux de 100 %.

DIT que cette indemnité sera calculée selon les bases prévues à l'article 4 de l'arrêté précité et attribuée à Monsieur Jean-Marc LEGROS.

DECIDE que l'indemnité pour confection de budgets est également attribuée à Monsieur Jean-Marc LEGROS.

PRECISE que cette indemnité est valable pour la durée du mandat de ce présent conseil municipal.

5- Convention Association Intercommunale pour le Voyage des Anciens

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal décide, **à l'unanimité**, de verser la cotisation pour l'année 2010, d'un montant de 766.50 euros.

La dépense est inscrite à l'article 6281 du budget.

6- Cotisation 2010 Union Amicale des Maires du Calvados

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal décide, **à l'unanimité**, de verser la cotisation pour l'année 2010, d'un montant de 395.66 euros.

La dépense est inscrite à l'article 6281 du budget primitif 2010.

7- Approbation du règlement d'eaux pluviales

L'objet du présent règlement est de définir les conditions et les modalités auxquelles est soumis le déversement des eaux pluviales dans les réseaux d'assainissement de la Commune de Cambes en Plaine.

L'objectif de l'établissement de ce règlement d'eaux pluviales est de pouvoir maîtriser les eaux de ruissellement et également de cadrer en terme de conception les futurs travaux d'aménagement.

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal, à la majorité (2 abstentions)

APPROUVE le règlement d'eaux pluviales.

COMMUNE DE CAMBES EN PLAINE

REGLEMENT COMMUNAL EAUX PLUVIALES

CHAPITRE Ier- Dispositions générales

Article 1er- Objet du règlement

L'objet du présent règlement est de définir les conditions et les modalités auxquelles est soumis le déversement des eaux pluviales dans les réseaux d'assainissement de la Commune de Cambes en Plaine.

Article 2- Catégories d'eaux admises au déversement

Sur l'ensemble du territoire communal, le système d'assainissement est séparatif. La collecte et l'évacuation des eaux pluviales sont assurées par les réseaux pluviaux totalement distincts des réseaux d'eaux usées. Leurs destinations étant différentes, il est donc formellement interdit, à quelque niveau que ce soit, de mélanger les eaux usées et les eaux pluviales.

Article 3- Définition des eaux pluviales

Sont susceptibles d'être déversées dans le réseau pluvial, lorsque celui-ci existe :
les eaux pluviales qui proviennent des précipitations atmosphériques ainsi que celles provenant des eaux d'arrosage, des eaux de lavage des voies publiques.

Elles sont, en principe, non polluées et peuvent être rejetées dans le milieu récepteur (bassin,...) sans épuration préalable. Dans le cas contraire, elles devront subir un traitement avant rejet.

Article 4- Déversements interdits

Le respect des règles de salubrité publique et de protection de l'environnement interdit de déverser dans le réseau d'eaux pluviales :

- le contenu ou les effluents des fosses septiques ;
- les déchets solides tels que des ordures ménagères, y compris après broyage ;
- les huiles usagées ;
- les hydrocarbures solvants, acides, bases,... ;
- les rejets des pompes à chaleur ;
- les eaux dont le chlore n'aura pas été neutralisé ;

et d'une manière générale, toute substance susceptible d'être la cause d'une dégradation des ouvrages de collecte, d'une gêne dans leur fonctionnement, ou encore de constituer une menace pour l'environnement.

Le service d'assainissement communal se réserve le droit d'effectuer toute visite ou tout prélèvement de contrôle qu'il estimerait utile, chez tout usager et à toute époque.

S'il s'avère une non conformité au présent règlement de service communal et à la législation en vigueur, les frais pour une remise en conformité seront portés à la charge de l'usager.

Article 5- Manquements au règlement de service

Si des désordres dus à la négligence, à l'imprudence, à la maladresse ou à la malveillance d'un tiers ou d'un usager se produisent sur les ouvrages publics d'assainissement, les dépenses de tous ordres occasionnées seront portés à la charge des personnes étant à l'origine de ces dégâts.

Les sommes réclamées aux contrevenants couvriront les frais occasionnés par la remise en état des ouvrages : désinfection du réseau public souillé, réparations diverses, etc...

Elles seront déterminées en fonction du temps passé, du personnel ou de l'entreprise engagés ainsi que du matériel sollicité.

Les infractions au présent règlement peuvent donner lieu à une mise en demeure et éventuellement à des poursuites devant les tribunaux compétents.

CHAPITRE II- PRESCRIPTIONS PARTICULIERES POUR LES EAUX PLUVIALES

Article 6- Limitation du débit de rejet des eaux pluviales

En application de l'article 640 du Code Civil, afin d'écarter les débits de ruissellement d'eaux pluviales de pointe et pour tenir compte des capacités hydrauliques des réseaux et du milieu récepteur, la commune de Cambes en Plaine assujettit toute opération d'aménagement, d'urbanisation, de construction, à une maîtrise des rejets d'eaux pluviales.

Dès lors, toute opération d'aménagement, d'urbanisation, de construction, quelles qu'en soient la nature et l'étendue, sera soumise à des prescriptions particulières visant à ne pas aggraver les apports d'eaux pluviales par rapport à l'existant.

D'une façon générale, les eaux pluviales doivent être stockées et infiltrées sur la parcelle. En cas d'impossibilité, **et après accord de la commune**, l'excès de ruissellement stocké, sera rejeté dans le réseau d'assainissement communal avec débit différé.

Article 7- Demande de branchement

La demande de branchement adressée à la commune de Cambes en Plaine doit indiquer le diamètre du branchement souhaité. Ce diamètre est établi pour assurer l'évacuation du débit résultant du ruissellement généré par l'opération.

Les pétitionnaires, usagers ou aménageurs, devront fournir un mémoire technique justificatif comportant au moins :

- une note de calcul hydraulique développant les débits de la situation existante,
- une étude géotechnique visant à reconnaître les terrains concernés et à déterminer la perméabilité des sols à proximité,
- une note de calcul hydraulique justifiant les débits engendrés par la situation après aménagement, validée par un bureau d'études agréé ;

une note technique justifiant les aménagements et dispositifs proposés, validée par un bureau d'études agréé.

NOTA :

En cas d'impossibilité de stockage et d'infiltration des eaux pluviales sur la parcelle, le mémoire technique devra comprendre :

- une note technique justifiant les aménagements et dispositifs proposés pour répondre au débit de fuite autorisé équivalent au débit de la situation avant projet, différé après la période orageuse :
 - pendant l'épisode orageux : $Q_f = 0 \text{ m}^3/\text{s}$
 - après la l'épisode orageux : $Q_f = \text{débit avant projet pour la pluie d'occurrence annuelle}$.

CHAPITRE III- CONTROLE DES LOTISSEMENTS ET DES OPERATIONS D'URBANISME D'ENVERGURE

Article 8- Raccordement

Les travaux de raccordement d'un lotissement, d'un permis de construire groupé ou d'une zone d'aménagement sur les réseaux publics sont obligatoirement effectués par le pétitionnaire. Le raccordement s'effectue obligatoirement sur un regard à créer et ne peut être exécuté qu'après l'obtention du Certificat d'Agrément des réseaux privés du projet.

Article 9- Obligation du pétitionnaire (lotisseur, concepteur ou aménageur)

Le pétitionnaire ou toute personne ayant qualité à cet effet doit informer par écrit au moins quinze (15) jours à l'avance, le service, de la date d'ouverture du chantier.

Le certificat d'Agrément des travaux sera délivré sur la base des éléments suivants fournis par le pétitionnaire :

- les pièces des marchés de travaux dans lesquelles figurent les délais de garantie,
- les essais de réception :
 - essais de compactage
 - essais d'étanchéité
 - inspections télévisées

(NOTA : si ces essais révèlent des malfaçons, il sera procédé, après réparation, à une nouvelle inspection, et ainsi de suite, jusqu'à l'obtention d'une installation conforme justifiant l'attribution du Certificat d'Agrément. Les coûts afférents à ces diverses inspections sont à la charge du pétitionnaire.)

- les procès verbaux de réception,
- les dossiers d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO)
 - les notices d'entretien et d'intervention sur l'ouvrage
 - les plans des ouvrages exécutés (DOE), en 3 exemplaires dont un support informatique DWG
 - les notices et caractéristiques des matériaux utilisés
 - les notices d'utilisation et caractéristiques des matériels utilisés
 - toutes pièces utiles au propriétaire ou à l'exploitant du réseau.

CHAPITRE IV- PRESCRIPTIONS TECHNIQUES RELATIVES A LA CONSTRUCTION DES RESEAUX

Article 10- Prescriptions techniques

Les canalisations sont dimensionnées, pour le bassin versant considéré, aux fins d'évacuer un ruissellement correspondant à une précipitation décennale sans submersion de la chaussée.

En tout état de cause, la section minimum est de diamètre 300 mm pour le réseau pluvial avec une pente de 3 mm/m.

Ces canalisations seront en béton armé série 135A avec une couverture minimale d'un mètre au-dessus de la génératrice supérieure. Le diamètre devra être justifié par des notes de calcul validées par un bureau de contrôle agréé.

La fonte sera imposée pour des couvertures inférieures à un mètre, et pour l'ensemble des antennes eaux pluviales entre la bouche d'engouffrement et le regard de visite implanté sur le collecteur. L'assemblage de cette antenne sera assemblée à l'aide de joints souples intégrés aux ouvrages préfabriqués (regard de visite et bouche d'engouffrement).

Les regards de visite seront étanches en béton préfabriqués de diamètre 1000 mm (Etablissement BLARD ou équivalent). Les cunettes seront préfabriquées également en fonction des angles du réseau principal. Ces regards seront implantés à chaque changement de direction, et à chaque reprise d'antenne de bouches d'engouffrement. Le tampon fonte du dispositif de fermeture devra être de diamètre 600 mm, articulé, de classe D400, joint néoprène, titulaire de la marque NF, quelque soit son implantation sous chaussée, trottoir, espaces verts, ... (Etablissement NORINCO, PAM (PONT-A-MOUSSON), DECHAUMONT ou équivalent).

Les regards d'inspections de diamètre 600 mm sont interdits.

Les bouches d'engouffrement seront étanches en béton préfabriqué avec une cuve de décantation de 60 cm de profondeur. (type delta de chez BLARD ou équivalent). Les grilles avaloirs seront adaptées au profil de la voirie (profil T, profil A, ...); elles seront de type tempo plus de chez NORINCO ou SELECTA MAXI de chez PAM.

Article 11- Matériaux et fournitures agréés

Tous les matériaux divers, tuyaux et fonte de voirie devront être conformes à la norme EN 124, et être titulaires de la marque NF. Les matériaux et fournitures utilisés devront, en tout état de cause, être agréés par le service.

Article 12- Exécution des travaux

Tous les travaux, les tuyaux et leurs accessoires devront satisfaire aux prescriptions du fascicule 70, CCTG en vigueur au moment des travaux.

Les collecteurs devront être placés sous chaussées et d'un accès facile à leur entretien. La traversée des espaces verts est à éviter ou à aménager spécialement. Toutes les canalisations doivent avoir une charge de remblais par rapport au niveau de terrain définitif de 1 m minimum.

La distance minimale horizontale par rapport à un câble ou une autre canalisation doit être de 0,40 m.

Article 13- Conditions d'incorporation dans le domaine public

Lorsque des installations auront obtenu leur certificat d'agrément, elles pourront être incorporées dans le domaine public.

Une demande sera portée en ce sens par le pétitionnaire ; le conseil municipal statuera sur le bien fondé de cette incorporation.

CHAPITRE V- DISPOSITIONS D'APPLICATION DU REGLEMENT DE SERVICE

Article 14- Juridiction compétente

Le service d'assainissement communal est un service public administratif. Les litiges qui surviendraient entre les usagers et ce service relèvent donc de la juridiction administrative (tribunal administratif de Caen, en première instance)

Article 15- Date d'application

Le présent règlement de service communal entrera en vigueur dès sa publication.
Tout règlement antérieur portant sur le même objet, sera par le fait même, abrogé.

Article 16- Exécution du règlement de service communal

Le Maire, les agents du service d'assainissement communal habilités à cet effet, et le Receveur de la Collectivité en tant que de besoin, sont chargés, chacun pour ce qui les concerne, de l'exécution du présent règlement de service communal qui sera publié et affiché selon les formes prévues par la loi. Les modifications au présent règlement pourront être décidées par le Conseil Municipal de Cambes en Plaine. Ces modifications seront portées à la connaissance des usagers du service par affichage en mairie, deux mois avant leur date de mise en application.

8- Questions diverses

- M. Jean-Pierre DUBAS demande à ce que soit rectifié dans le dernier bulletin municipal « Jean Pierre Dubas mettra ses compétences au service des projets structurants » par un article qui apparaîtra dans le prochain bulletin municipal qu'il transmettra à la commission communication avant le 15 mai 2010. Il souhaite également faire un article sur les réseaux en général et expliquer les objectifs recherchés en terme de réseaux d'eaux pluviales.

- M. Joël SUZANNE annonce que le prochain bulletin municipal sortira en juin 2010 et que les personnes qui souhaitent faire un article à paraître dans ce prochain bulletin l'envoient à la commission communication avant le 15 mai.

Clôture de la séance à 20H15.

Le Maire,

Mickaël BERTRAND

Le secrétaire,

Elizabeth HOLLER